

La charte contient un autre chapitre traitant de ce qui s'appelle le développement économique. L'une des difficultés qui se sont présentées au cours des discussions portaient sur les différents degrés de développement économique des divers pays du monde. A ces réunions, se trouvaient les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui sont les pays dont le développement économique et industriel est le plus avancé au monde. Il y avait également des pays dont le développement économique ne fait que commencer, qui comptent très peu d'industries et dépendent encore beaucoup de la production de base. Ce dernier groupe de pays demandaient avec instance qu'on ne leur imposât pas d'obligations qui leur nuiraient ou qui les empêcheraient de faire les efforts nécessaires à leur développement industriel. Voilà l'un des principaux problèmes discutés.

Le but de la charte consiste surtout à faire disparaître les obstacles au commerce international, mais les pays qui sont désireux de favoriser leur propre industrialisation, du moins quelques-uns de ces pays, ont cru qu'il leur fallait pour atteindre ce but imposer des limites aux importations. Ils ont pensé qu'ils pourraient faciliter le développement de leurs propres industries en excluant ou au moins en réglementant les importations.

Les deux points de vue suivants ont soulevé un problème difficile: savoir, celui des pays désirant l'abolition la plus complète des limites imposées au commerce, et celui des nations désirant utiliser certaines de ces limites pour favoriser le développement de leurs propres industries.

L'hon. M. DAVIES: Les pays qui voulaient maintenir les tarifs élevés étaient-ils nombreux ?

M. DEUTSCH: Monsieur le sénateur, il faut dire que ces pays voulaient jouir du droit d'utiliser les tarifs destinés à faciliter le développement de leurs propres industries.

L'hon. M. DAVIES: Mais y avait-il plusieurs pays qui voulaient maintenir les tarifs élevés ?

M. DEUTSCH: Si nous prenons l'ensemble des nations, je dirai qu'au point de vue numérique, les pays qui voulaient des tarifs élevés afin de développer l'industrie étaient plus nombreux que les autres. Voilà une autre de nos difficultés. Nous avons découvert que les pays qui s'intéressaient au développement de l'industrie sur leur propre territoire étaient plus nombreux que ceux qui demandaient l'abolition la plus complète possible des barrières douanières.

Toutes les nations représentées, y compris les États-Unis, ont admis que les aspirations de ces pays étaient légitimes. On leur a expliqué clairement que les pays très industrialisés n'avaient nullement l'intention d'empêcher le développement des pays dits peu industrialisés. On a fait remarquer que leurs aspirations à l'industrialisation étaient parfaitement légitimes. Le seul souci des délégués était de s'assurer que les méthodes utilisées ne nuiraient pas au commerce mondial; le problème consistait à trouver des règlements et des obligations pouvant permettre à ces pays d'exécuter un programme de développement sans détruire le commerce mondial. La charte comporte des dispositions qui essaient de résoudre ce problème.

Il faut bien avouer qu'il y eut beaucoup de désaccord dans cette phase des délibérations, ce qui aboutit à un compromis. Je n'ai pas l'intention de vous exposer ce compromis d'une façon détaillée, car nous nous éloignerions trop du sujet. Je ne veux que souligner le genre des problèmes qui se sont présentés. Je crois que la plupart des pays, y compris les pays très industrialisés, trouvent le compromis acceptable.